

Gestion Publique pour l'Emergence de l'Economie Congolaise

Kamay Agusha Aguiness, Mpereboye MPere, Mabi Mulumba

Date of submission 21 April, 2025; Date of Acceptance 24 May, 2025; Date of publication 16 June, 2025

Résumé

La gestion publique est l'ensemble des processus et outils utilisés par les administrations pour assurer un fonctionnement efficace et transparent des ressources publiques. (Bialès Christian, 2000) et l'émergence est une phase de développement économique qui suit la société traditionnelle et précède le décollage. (Walt Rostow) Ce papier vise à évaluer l'émergence économique et sociale en République Démocratique du Congo.

En se basant sur les résultats issus de cette étude, il sied de noter que l'émergence de la RD Congo n'est pas pour aujourd'hui car les variables explicatives influent négativement à 84,9%, la croissance économique avec une statistique de Fisher très significative.

Différentes variables explicatives sont significatives dans ce modèle au seuil d'erreur de 10%. Il s'agit du Produit Intérieur Brut (PIB), de la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF), de l'Indice de Développement Humain (IDH) et de la dette publique (DP). Ce sont là les variables décisionnelles sur lesquelles le pays devrait agir pour booster son taux de croissance afin d'espérer entrer dans l'émergence.

Mots clés : gestion publique ; émergence ; économie ; RD Congo

1. INTRODUCTION

De 1990 à 2015, le programme de Nations-Unies pour le développement avait convié les pays les moins avancés et les pays en développement en général, à s'engager sur la voie de l'émergence, en leur offrant 17 objectifs du développement durable pour l'horizon 2030. En ce qui est des objectifs du millénaire, ceux-ci ont été ramenés à 8 objectifs, à savoir : Réduire l'extrême pauvreté et la faim ; Assurer l'éducation primaire pour tous ; Promouvoir l'égalité de sexe et l'autonomisation des femmes ; Réduire la mortalité infantile ; Améliorer la santé maternelle ; Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies ; Assurer l'environnement durable ; Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.¹

Les résultats enregistrés par la RDC en 2015 ont été quelque peu décevants à plus d'un titre. A mi-chemin de l'agenda 2030, le programme d'émergence économique et sociale de la RDC s'est estompé suite à l'avènement du nouveau gouvernement installé en 2019, avec à son actif des résultats très maigres. Nous pouvons noter essentiellement que les chances de la République Démocratique du Congo d'atteindre l'émergence en 2030, le développement en 2050 et le développement durable en 2063, comme prévu par le gouvernement, se sont évanouies, pour laisser place à d'autres stratégies pouvant conduire à l'émergence économique.

D'où la question suivante : la gestion publique actuelle peut-elle induire l'émergence économique de la R D Congo?

*Assistant à l'ISC-IDIOFA/ RD Congo, Kamayaguiness@gmail.com

**Professeur à l'Université Protestante au Congo Kinshasa-RD Congo

***Professeur à l'Université à l'Université de Kinshasa-RD Congo

¹ Assemblée de l'ONU, Septembre 2000, déclaration du millénaire des Nations Unies, section III, paragraphe 11-18).

Nous pensons que la gestion publique actuelle, ne peut pas occasionner l'émergence économique de la R D Congo.

2. MATERIELS ET METHODES DE RECHERCHE

2.1. Délimitation du champ d'étude

Notre étude porte sur la République Démocratique du Congo, qui partage ses frontières avec 9 pays du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest ; la RCA (République Centre Africaine) ; l'Angola ; la Zambie ; le Sud-Soudan ; l'Ouganda ; le Burundi ; le Rwanda ; la Tanzanie à l'Est ; l'Enclave de Cabinda et le Congo – Brazzaville à l'Ouest. De sa position géographique au cœur de l'Afrique entre les pays francophones, lusophones, et anglophones, ainsi que géostratégiques, la RDC est membre actif de plusieurs organisations régionales et sous – régionales, disposant présentement 26 provinces administratives à la suite du découpage administratif opéré conformément aux dispositions de l'article 2 de la constitution de la République démocratique du Congo, du 18 février 2006 et de l'article 15 de la loi organique N°15-006 du 2 mars 2015, portant fixation des limites des provinces et celles de la ville de Kinshasa. (Marcel Barkoni B., 2023).

2.2. Techniques et outils de collecte de données

Pour réunir les réponses à la question ci-haut, nous avons recouru à la technique de revue documentaire et à celle d'entretien, afin de recollecter les données. La revue documentaire nous a permis d'exploiter des ouvrages et des rapports annuels de certains ministères sectoriels (Economie, Finances, Environnement, Plan, etc.), et ceux de certaines organisations internationales (PNUD, UNFPA, FMI, OMS, ONUSIDA, etc.).

Cette revue documentaire a été complétée par le Webinfo, car certaines données ont été téléchargées sur des sites internet. S'agissant des entretiens approfondis, cette technique nous a conduits à interroger quelques personnalités-clés ayant l'expérience de terrain sur l'évolution de l'économie congolaise, ses atouts, ses points forts, ses points faibles et les défis. Ces témoignages, analyses et commentaires sur la problématique de cette étude ont permis d'affiner les interprétations sur les résultats obtenus. C'est à l'aide d'un Guide que ces entretiens ont été réalisés.

Les données collectées sur le terrain ont permis de disposer, d'un côté, des variables toutes quantitatives (des grandeurs mesurables) et de l'autre côté, des données de type discours, témoignages arguments, etc. Les principales variables de l'étude sont les suivantes : le taux de croissance démographique, le taux de mortalité infantile, le taux de scolarisation, l'indice de Développement Humain, les importations, les exportations, le solde commercial, la formation brute du capital fixe, la dette publique et le produit intérieur brut.

2.3. Notions d'émergence

La théorie de la décision comprend des animateurs de la trempe de Simon H. et de Cyert (1921) ainsi que de March (1922). D'après leur conception, les différents concepts développés par l'école de la décision sont fondamentaux dans la compréhension du processus de prise des décisions qui relève de la gestion. La faiblesse éventuelle à relever est le fait que les théoriciens de cette école n'ont pas pris en compte l'informel et l'inconscience qui influencent parfois la prise de décision.

L'économiste Van Amael Antoine (1988) a eu à revendiquer la paternité de l'expression « marché

émérgent » utilisée pour désigner certaines économies du tiers-monde alors qu'en phase de développement avancé (Ngoy Kasongo, E. (2018). De nos jours, le terme « émergence se retrouve sur toutes les lèvres des personnes averties. Il n'y a pas de définition universellement reconnue mais des tentatives de définition comme l'a dit Mulenda Lomena, Emanda, D. (2017).

Mulenda Lomena Emanda, D. (2017) d'ajouter à la littérature économique, la définition de l'émergence que voici : « émergence est comprise comme un processus de transformation économique soutenue qui se traduit par des performances aux plans social et humains et qui prend place dans un contexte politique et institutionnel stable susceptible d'en assurer la soutenabilité.

L'émergence économique et sociale comme étape précédant le développement d'un pays le moins avancé ou en développement est conditionnée par la réalisation d'un bon comportement des critères principaux universellement admis. En effet, l'émergence qui constitue une étape importante dans la marche vers le développement durable projeté par le gouvernement de la République Démocratique du Congo en 2063, requiert les choix politiques rationnels et la rigueur dans l'exécution du plan d'émergence, entretenue par un leadership compétent pouvant mobiliser les énergies de toute la nation vers la réalisation des objectifs d'intérêt commun. L'immobilisation et la navigation à vue ne s'y prêtent pas, tandis qu'un système politique compatible avec le progrès en constitue le socle. (Mulenda Lomena Emanda, D. 2017).

La marche de l'émergence de l'économie congolaise a connu trois temps forts : le programme de cinq chantiers de la République ; le programme des objectifs du Millénaire pour le Développement et le programme de l'émergence à l'horizon 2030.

Après la période transitoire de 2001-2005, le gouvernement congolais a ouvert le premier chantier sur l'émergence qui a porté sur les éléments suivants : l'accès à l'eau potable ; la desserte en électricité ; l'éducation ; la santé publique et les infrastructures.

1°) Accès à l'eau potable

Selon la vision et les idées forces de Joseph Kabila pour le Congo émergent (2001), concernant l'accès à l'eau, une amélioration globale a été possible, grâce aux diverses activités, notamment la construction de nouvelles infrastructures de production, de transport et de distribution, la réhabilitation des usines et réseaux, l'extension des usines et réseaux et le renouvellement des équipements de pompage.

2°) Déserte en électricité

Le taux de desserte est passé de 6 à 9%, où 46 projets sont à ce jour terminés dans, le but d'améliorer la qualité de services offerts à la population que d'attendre le nombre d'abonnés desservis et partant, celui des territoires dépourvus en énergie électrique. C'est le cas notamment de la centrale de Kakobola d'une puissance de 9,3 MW en construction ; de la centrale de Katende d'une puissance de 64 MW en construction et de la centrale de Zongo II de 140 MW. (Kabila Kabange J., 2011)

3°) Education

Le chantier «éducation» donne les statistiques liés à la mécanisation de 120.000 enseignants en 2007 et indique l'effectif des enseignants passe de 185.000 en 1985 à 220.000 en 2007. Il a été décidé la suppression de zones salariales et l'indice de disparités filles et garçons est passé de 0,8 en 2006-2007 à 0,89 en 2008-2009.

4°) Santé publique

Dans ce secteur, nous avons relevé ce qui suit : larges campagnes de vaccinations pour un montant global de 80 millions de USD contre la poliomyélite, la rougeole et le tétanos maternel et néonatal ; la riposte contre le choléra a pu sauver plus de 3 mille malades ; 85% des mamans enceintes bénéficient d'une consultation prénatale et 38% des populations vivent avec une moustiquaire imprégnée. Enfin, la construction d'un nouveau complexe des cliniques universitaires de Kisangani et réfection d'autres.

5°) Infrastructures

Sur le plan des investissements, le gouvernement s'est attelé à l'amélioration de l'activité agricole à travers les superficies cultivées, le désenclavement de l'arrière-pays par la réhabilitation des routes de desserte agricole, le dragage et le balisage des eaux du fleuve et la réfection des routes d'intérêt national (RN).

Le bilan des objectifs du millénaire pour le développement se présente comme suit :

1°) OMD 1: Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Il a été observé une baisse de l'incidence de la pauvreté et de la malnutrition et une augmentation du pouvoir d'achat mais une stagnation dans la création d'emplois et persistance des inégalités (Primature de la RDC, 2015).

2°) OMD 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous

La Primature de la RDC a présenté le bilan suivant : scolarisation au niveau primaire quasi atteinte, vu la hausse des taux de scolarisation, d'alphabétisation et d'achèvement.

3°) OMD 3 : Promouvoir l'égalité de sexe et

l'autonomisation des femmes

D'après le bilan de la Primature de la RDC, à l'actif de la RDC, nous notons des indices de parité dans l'enseignement en augmentation constante mais les

disparités perdurent entre les sexes en matière de participation politique, d'emploi et d'autonomisation des femmes.

4°) OMD 4 : Réduire la mortalité infantile

Le bilan établi par la Primature de la RDC fait état des progrès notables enregistrés dans la réduction de la mortalité infanto-juvénile mais insuffisant pour la réduire de deux tiers.

5°) OMD 5 : Améliorer la santé maternelle

La RDC a enregistré une augmentation de la mortalité maternelle et une diminution d'un tiers depuis 2001, mais cela demeure élevé par rapport à la moyenne africaine.

6°) OMD 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies

Il est à noter que l'inversion de la tendance de l'infection VIH/SIDA et le paludisme est atteinte, conformément à l'objectif visé, mais cela nécessite un système de santé plus résilient pour lutter davantage contre les maladies et épidémies.

En outre, les moustiquaires imprégnées d'insecticide ont fait l'objet de distribution auprès de la population pour lutter contre le paludisme.

7°) OMD 7 : Assurer l'environnement durable

La RDC a enregistré une faible dégradation de l'environnement conjuguée à une augmentation des zones protégées. En plus, il y a eu amélioration de la desserte en électricité et en eau potable, de

l'assainissement et du logement faisant état des progrès, selon la primature de la RDC (2015) demeurant insuffisants.

8°) OMD 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

En guise du bilan, signalons une aide publique au développement important, fruit de la coopération internationale pour le financement des politiques publiques. Mentionnons également une mobilisation accrue des ressources internes et une dette extérieure soutenable et viable. Autres axes du bilan de la Primature de la RDC (2004-2015) : le taux d'investissements : 11,8% en 2004, 12,8% en 2005 ; 12,0% en 2006, 17,3% en 2007, 17,9% en 2008, 14,2% en 2009, 18,2% en 2010, 16,5% en 2011, 20,0% en 2012, 21,3% en 2013, 21,6% en 2014, 12,8% en 2015.

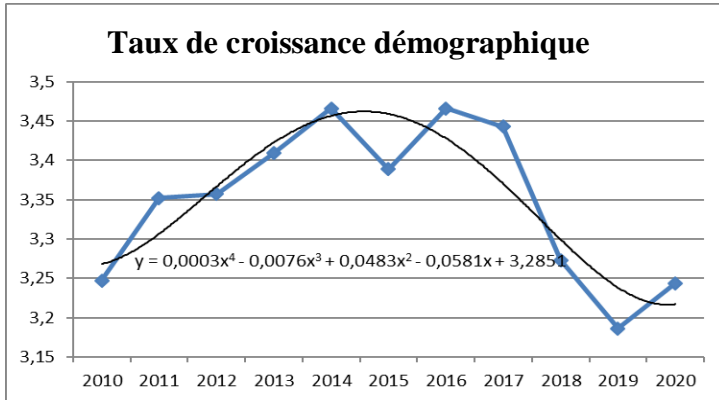
3. RESULTATS

En prenant en compte les variables suivantes : le taux de croissance démographique, le taux de mortalité infantile, le taux de scolarisation et enfin l'indice de développement humain, et après analyse statistique et économétrique des données, nous avons obtenu les résultats ci-après :

3.1. Taux de croissance démographique

La moyenne de la période sous étude est de : 3,35% avec un écart-type de 0,098 et un intervalle de confiance à 95% : $[3,35\% - 0,06\% ; 3,35\% + 0,06\%] = [3,29\% ; 3,41\%]$.

Graphique n° 1 : Evolution du taux de croissance démographique



Source : Nnous-même, sur base des données de la BCC / INS / PNUD

Ce qui traduit que : de 2010 et 2015, ce taux s’est accru passant de 3,247% à 3,466%. En s’appuyant sur la courbe qui ajuste le mieux la tendance, l’inversion de la tendance a débuté en 2015 et a poursuit sa chute jusqu’en 2019 où le niveau est presque celui de 2010. Mais on constate une légère remontée du niveau du taux de croissance démographique.

Ce qui nous conduit à marier l’idée de Hunter (2000) : « la dynamique démographique a un impact important sur l’environnement, mais que la taille de la population

3.2. Taux de Mortalité Infantile

La Moyenne de la période sous étude est de : 73,6‰ avec un écart-type de 6,6‰
 Intervalle de confiance à 95% :]73,6‰-3,9‰; 73,6‰+3,9‰[=]69,7‰; 77,5‰[

en elle-même ne représente qu’une variable, certes importante ». (Lori Hunter 2000) C’est pourquoi, si l’on considère la relation $P_n = P_0(1+r)^n$ où P_n et P_0 l’effectif de la population à l’instant 0 et à l’instant n et r le taux d’accroissement annuel moyen, alors qu’on peut estimer la durée (temps en années) pour que l’effectif de la population soit doublé ou triplé. Dans le cas de la RDC, avec un taux d’accroissement autour de 3,25%,

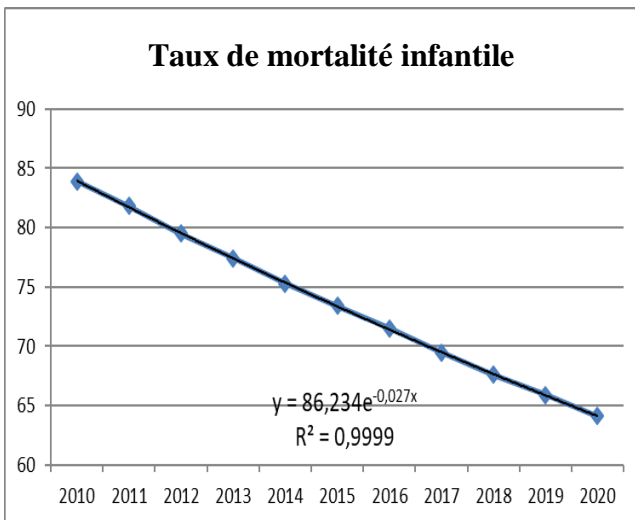
$$P_n = 2P_0 = P_0(1+r)^n$$

On a alors la relation $2 = (1+r)^n$ et

$$n = \frac{\ln 2}{\ln(1+r)} = \frac{\ln 2}{\ln(1+0,0325)} = \frac{0,69314718}{0,03198305} = 21,7 \text{ ans}$$

Donc toutes choses étant égales par ailleurs, l’effectif de la RDC doit doubler à environ 22 ans. Comme le prévoit des études récentes menées aux Etats Unis, la population mondiale augmente d’environ 80 millions d’âmes chaque année, soit l’équivalent de la population entière d’un pays comme l’Allemagne. La fécondité est la plus élevée dans les pays les plus pauvres et parmi les plus pauvres de ces pays. Alex Marshall : Fonds des Nations Unies pour la population (), (Empreintes et jalons : Population et changement environnemental).

Graphique n° 2 : Evolution du taux de mortalité infantile



Source : Nous-même, sur base des données de la BCC / INS et PNUD

Le graphique sur l'évolution du taux de mortalité infantile (TMI) qui représente le nombre d'enfants de moins d'un an (de 0 à 11 mois révolus) décédés pour 1.000 naissances vivantes au cours d'une année montre une baisse constante sur la période sous étude. Cet indicateur est passé d'environ 84 enfants décédés pour 1.000 naissances en 2010 à 64 enfants décédés en 2020, soit un taux de recul sur toute la période de 22,6%. La baisse du taux de mortalité infantile traduit l'amélioration des conditions de prise en charge médicale des enfants.

Si cette tendance se poursuit au cours de la décennie 2020-2030, cela serait une avancée significative sur l'amélioration de la qualité de vie de la population dont l'Indice de Développement Humain qui va être examiné ci-dessous rendra compte.

En termes de projection jusqu'à l'échéance 2030, au regard de la tendance observée, l'hypothèse d'une baisse constante du taux de mortalité infantile reste plausible. De ce fait, le TMI de la RDC se situerait autour de 56% en 2025 et de 48,9% en 2030.

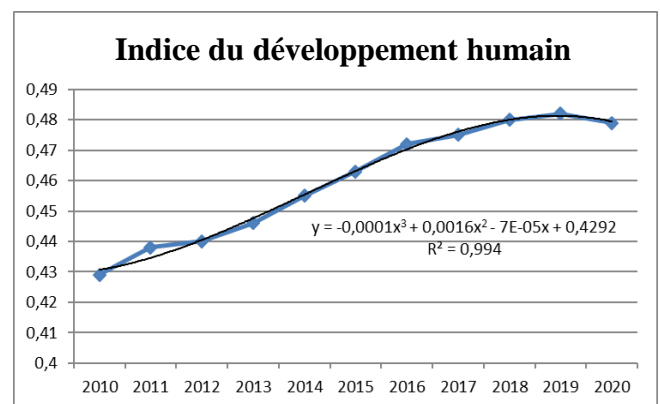
3.3. Indice de Développement Humain

Il convient déjà de rappeler que l'Indice de Développement Humain (IDH) est produit chaque année par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il vise à classer les pays du monde selon le niveau et la qualité de développement atteint. Pour sa construction, trois variables ou dimensions sont prises en compte : l'économie (PIB), la santé (TMI) et l'éducation (Taux de scolarisation). C'est un indicateur composite variant entre 0 et 1.

La Moyenne de la période est de : 0,460 avec un écart-type de 0,011

Intervalle de confiance à 95% :]0,460-0,011 ; 0,460+0,011[=]0,449 ; 0,471[

Graphique n° 3 : évolution de l'indice du développement humain



Source : Nous-même, sur base des données de la BCC / INS et PNUD

Dans la période sous étude, l'IDH de la RDC s'est accru, passant ainsi de 0,429 en 2010 à 0,482, en 2019, soit un accroissement de 12,4% sur les 9 ans. Toutefois, entre 2019 et 2020, l'IDH a une légère tendance à la baisse de 0,6% qui, si elle se confirme, cela traduirait une détérioration du niveau de développement et de la qualité de vie comparée à la

tendance ascendante observée au cours de la période sous étude.

Or, le pays a une vision d'atteindre l'émergence à l'horizon 2030. Ainsi donc la performance de la RD Congo est restée tellement faible que sa position n'a cessé de décroître dans le classement du PNUD, jusqu'à atteindre la dernière place. (Claudine Tshimanga Mbuyi (2011).

En dépit de cette tendance, il n'en demeure pas moins de relever qu'au plan de classement, le pays se situe parmi les 10 derniers pays du monde ayant un IDH très faible. Cela traduit bien que la qualité de vie d'un congolais « lamda » est très faible, aussi bien sur le plan économique que sur le plan sanitaire que scolaire.

S'agissant de la projection jusqu'à l'échéance 2030, l'IDH pourrait évoluer selon trois hypothèses de la manière suivante :

Hypothèse Forte : La tendance à la hausse va se poursuivre, en dépit de la légère baisse observée de 2010 à 2020, avec un accroissement annuel moyen qui serait proche de 1,9%, du fait des investissements sur le plan économique et sous l'effet du Programme de la gratuité de l'enseignement primaire. Sous cette hypothèse, l'IDH va se situer autour de 0,526 en 2025 et de 0,578 en 2030.

Hypothèse Moyenne : La tendance à la hausse va se poursuivre, en dépit de la légère baisse observée de 2010 à 2020 avec un accroissement annuel moyen de la période d'avant soit 1,3%. Sous cette hypothèse, l'IDH va se situer autour de 0,545 en 2030.

Hypothèse Faible : La tendance à la baisse observée va se poursuivre sur cinq ans avant de se relever. Sous cette hypothèse, l'IDH va se situer autour de 0,523 en 2030.

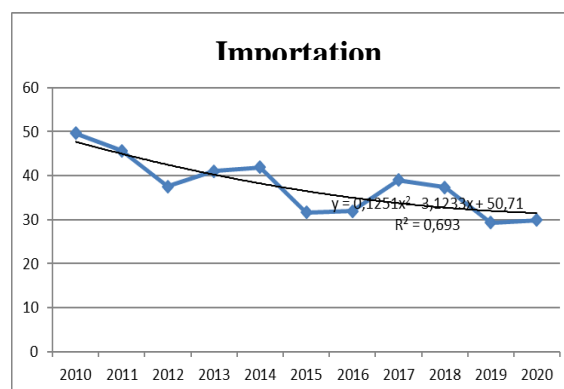
3.4. Importations

Cette variable rend compte de la valeur de toutes les importations enregistrées par le pays, c'est-à-dire la consommation des produits et services d'origine extérieure.

La Moyenne de la période est de : 37,726 avec un écart-type de 6,610

Intervalle de confiance à 95% :] 37,726 - 3,906 ; 37,726 + 3,906[=]33,820 ; 41,632[

Graphique n° 4 : Evolution de l'importation



Source : Nous-même, sur base des données de la BCC / INS et PNUD

Durant la période sous étude, la courbe de l'évolution des valeurs des importations est certes en dents de scie, mais la tendance est négative avec une baisse de 40,8% sur la période sous étude. S'agissant de la projection jusqu'à l'échéance 2030, les importations de la RDC pourront évoluer selon deux hypothèses de la manière suivante :

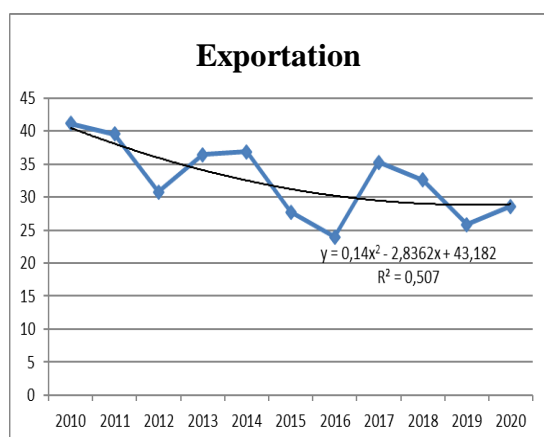
Hypothèse Forte : La tendance à la hausse va se justifier par le fait que la vision du pays de devenir émergent devra booster les infrastructures de grands projets

(routes, chemins de fer, industrialisation, énergie, agriculture intensive mécanisée.). Ces projets vont exiger l'acquisition de grands engins qui vont accroître le niveau des importations.

Sous cette hypothèse, nous présumons une hausse de niveau des importations entre 2020 et 2025 et de 2025 à 2030 pour atteindre presque le niveau de 2011 avec un taux de 4%, la valeur des importations serait de 44,24.

Hypothèse Faible : La tendance à la baisse du niveau des importations va se poursuivre de manière lente avec une vitesse que celle de la période de 2015-2020 au taux annuel moyen de 1,11%. Sous cette hypothèse, que nous

Graphique n° 5 : Evolution de l'exportation



Source : Nous-même, sur base des données de la BCC / INS et PNUD

Durant la période sous étude, la courbe de l'évolution des valeurs des exportations est certes en baisse et en dents de scie. La baisse est de 37,1% dans la période sous étude. S'agissant de la projection jusqu'à l'échéance 2030, les exportations de la RDC pourront évoluer selon les deux hypothèses ci-dessous :

présumons que le niveau des importations se situerait à 33,34.

3.5. Exportations

Cette grandeur économique rend compte de la valeur de toutes les exportations, enregistrées par le pays, c'est-à-dire la vente des produits et services congolais à l'extérieur.

La Moyenne de la période est de : 32,606 avec un écart-type de 5,683

Intervalle de confiance à 95% :]32,606 - 3,359 ; 32,606 + 3,359[=]29,247 ; 35,965[

Hypothèse Forte : Les exportations de la RDC évolueront en légère hausse, comme au cours de la période de 2015-2020 au taux annuel moyen de 1,56%. Sous cette hypothèse, le niveau des exportations atteindra 31,9%.

Hypothèse Faible : La tendance à la lente baisse des exportations avec une vitesse que celle de la période de 2015-2020 au taux annuel moyen de 9,8%. Sous cette hypothèse, les exportations se situeraient autour de 35,2% en 2030.

3.6. Balance commerciale

Cet agrégat macroéconomique renseigne sur deux choses. Sa valeur absolue de la balance commerciale indique l'écart entre les exportations et les importations. Un signe positif indique que le pays exporte à l'extérieur plus qu'il importe, balance commerciale excédentaire. A l'inverse, lorsque la balance commerciale a un signe négatif ou déficitaire, comme c'est le cas pour la RDC sur toute la période sous étude, cela signifie que l'économie congolaise est trop dépendante de

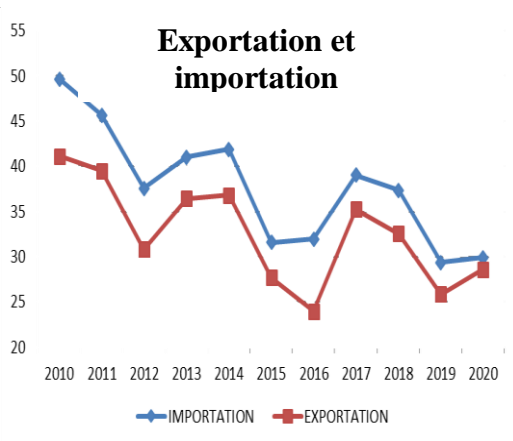
l'extérieur. Le pays importe plus qu'il exporte. Cela fait perdre au pays de millions de devises qui auraient servi à investir dans la production locale, pour encourager l'entrepreneuriat et/ou les petites et moyennes entreprises locales.

Ce graphique indique que les exportations et les importations ont évolué en dents de scie avec les mêmes fluctuations. Mais, on relève que l'écart entre les exportations et les importations (balance commerciale) est négatif. Mais l'écart est très prononcé en 2010- 2012, en 2016. Cet écart est quasi nul en 2020.

La Moyenne de la période est de : -5,120 avec un écart-type de 2,116

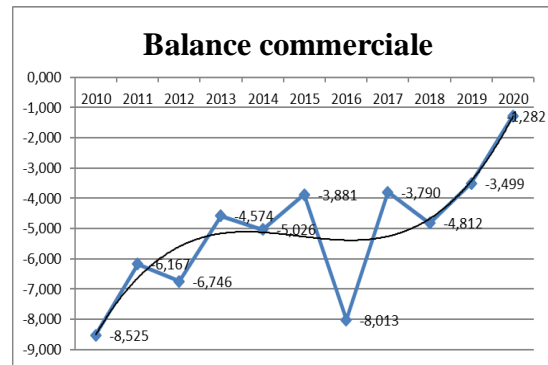
Intervalle de confiance à 95% :]-5,12-1,25 ; -5,12+1,25[=-6,37 ; -4,87[

Graphique n° 6 : Evolution de l'exportation et importation



Source : Nous-même, sur base des données de la BCC / INS et PNUD

Graphique n° 7 : Evolution de la balance commerciale



Source : Nous-même, sur base des données de la BCC / INS et PNUD

La courbe de l'évolution de la balance commerciale de la RDC montre d'une manière générale que le pays importe plus qu'elle exporte. Ainsi, la balance commerciale est négative. Cet indicateur traduit la forte dépendance de l'économie du pays vis-à-vis de l'extérieur. Ces importations coûtent très chères, car elles se font en devise étrangère. Le pays perd ainsi une bonne partie de ses réserves d'échange pour satisfaire la demande intérieure surtout en biens de consommation ou produits de première nécessité. Toutefois, l'allure de la courbe montre que des efforts sont consentis par le pays pour voir, année après année, la valeur de cette balance commerciale se réduire.

Avec une baisse sur la période de 85%, soit une baisse annuelle moyenne de 15,8%. Sous l'hypothèse, la tendance se poursuit, l'on peut penser qu'en 2024, la balance commerciale de la RDC serait excédentaire, avec une valeur de l'ordre de 2,31.

En ce qui concerne les perspectives jusqu'en 2030, nous formulons deux hypothèses :

Dans l'hypothèse forte, la balance commerciale va poursuivre sa baisse au point de s'annuler avant qu'elle

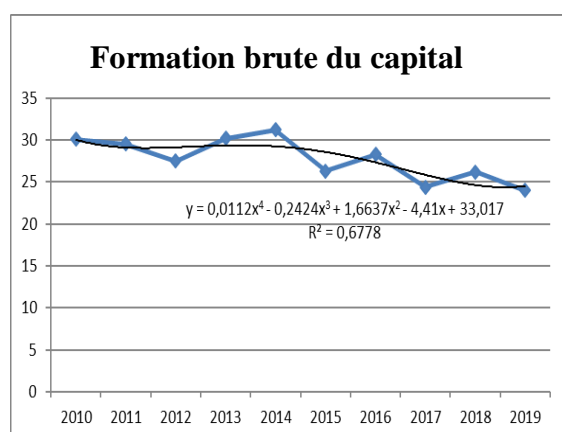
ne devienne positive. Sous cette hypothèse, la balance commerciale de la RDC atteindrait la valeur de 6,2.

3.7. Formation Brute du Capital Fixe

La Moyenne de la période est de : 27,770 avec un écart-type de 2,509

Intervalle de confiance à 95% :]27,770 - 1,483 ; 27,770 + 1,483[=]26,297 ; 29,253[

Graphique n° 12 : évolution de la formation brute du capital fixe



Source : Nous-même, sur base des données de la BCC / INS et PNUD

Cette grandeur a vu sa valeur en baisse dans la période sous étude, avec une valeur passant de 30,1 à 24,0, soit une baisse sur la période de 20,3%.

3.8. Dette publique

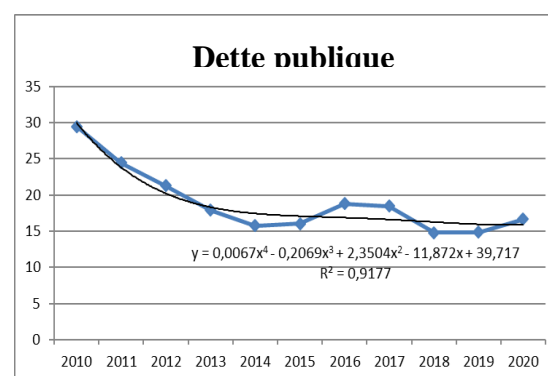
En tant qu'agent économique, un pays peut avoir des créances sur d'autres agents économiques à l'intérieur du pays comme à l'extérieur du pays. Il en est de même, des créances que les autres agents peuvent avoir sur un pays. L'ensemble de ces créances constituent la dette publique du pays envers les autres agents.

Cette dette est constituée d'une partie intérieure, c'est-à-dire la dette envers les opérateurs économiques nationaux, qu'ils soient résidant dans le pays ou pas, et d'une partie extérieure, la dette envers les opérateurs économiques des autres pays.

La Moyenne de la période est de : 18,948 avec un écart-type de 4,537

Intervalle de confiance à 95% :] 18,948- 2,681 ; 18,948 + 2,681 [=]16,267 ; 21,629[

Graphique n° 13 : Evolution de la dette publique



Source : Nous-même, sur base des données de la BCC / INS et PNUD

Dans la période sous étude (2010-2020), la dette publique de la RDC a connu une baisse très significative de 49,6%, presque divisée par deux. Cette baisse peut témoigner d'une part du dynamisme des performances de son économie pour réduire une grande partie de cette dette dont les longues échéances font produire parfois des intérêts qui font accroître encore le montant de ladite dette.

La tendance à la baisse traduit aussi la volonté de l'agent économique qui est le pays de ne pas bloquer les autres agents à ne pas payer leurs créances. S'agissant des perspectives jusqu'en 2030, nous formulons deux hypothèses :

Hypothèse forte, la dette publique va poursuivre sa baisse avec une vitesse constante d'environ 5,5%. En revanche, en s'appuyant sur les hypothèses de l'évolution des importations et des exportations, l'on peut présumer que la dette publique de la RDC va augmenter avec l'émergence, induira des grands chantiers de réalisation dans des domaines variées (industries, infrastructures, énergie) qui nécessiteront à coup sûr des importations dont une partie sera sans nul sous forme de dette.

3.9. Produit Intérieur Brut

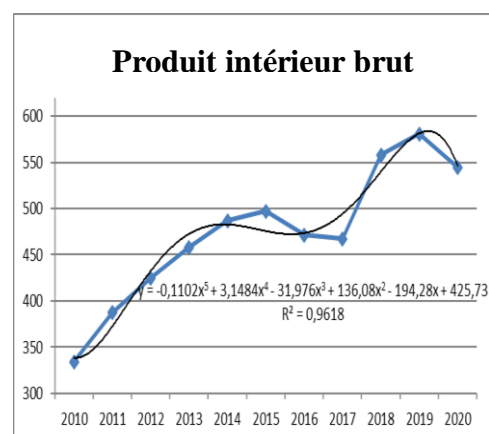
Cet agrégat macroéconomique peut se définir simplement comme étant la somme des valeurs ajoutées (VA) que les différents agents économiques ont apportées. En fait, le PIB peut être compris comme étant la richesse produite par l'ensemble des agents.

C'est cette variable qui est capitale dans cette étude, en ce sens que c'est elle qui doit permettre de booster le pays vers l'émergence par la création des richesses certes, mais aussi de la répartition plus ou moins équitable de celle-ci afin que les conditions de vie de la population et/ou la qualité de vie soit meilleure avec moins des inégalités sociales.

La Moyenne de la période : 473,610 avec un écart-type de 73,492

Intervalle de confiance à 95% :]473,610-43,431 ; 473,610+43,431 [=]517,179, 517,041[

Graphique n° 14 : Evolution du produit intérieur brut



Source : Nous-même, sur base des données de la BCC / INS et PNUD

Le PIB ou somme des valeurs ajoutées de tous les agents économiques d'un pays est le principal indicateur qui mesure le niveau des richesses d'un pays. On constate que l'allure de la courbe du PIB de la RDC est presque la même que celle de l'IDH. Cet indicateur macroéconomique du pays s'est accru de 2010 à 2019 ; passant ainsi de 334,04 à 580,72 soit une augmentation de 73,87% sur la période, avec légère baisse entre 2015 et 2017 avant de suivre son mouvement ascendant.

Comme observé au niveau de l'IDH, l'allure de la courbe d'évolution du PIB après 2019 est à la baisse. Si elle se confirme, cela traduirait une détérioration de la situation comparée aux précédentes. Or, le pays a une vision d'émergence d'ici 2030. Ainsi, le taux d'accroissement annuel moyen du PIB de la RDC est de 4,5%. Même si ce taux d'accroissement est supérieur de 1,2 point par rapport au taux de croissance démographique, l'écart n'est pas significatif au point de garantir une bonne amélioration du niveau de vie du pays pour espérer atteindre l'émergence

4. DISCUSSION

Comme pour notre étude, les principaux facteurs (PIB, FBCF, IDH et DP) agissent significativement mais d'une manière négative sur la croissance économique tel qu'a conclu, Nzingoula Gildas Crépin (2015). D'après ses analyses, avec comme principaux déterminants de la croissance dans la zone économique et monétaire CEMAC : les Investissements Directs Étrangers (IDE) et les crédits accordés à l'économie (CREDIT). Si les IDE agissent positivement et d'une manière très significative sur la croissance économique, les CREDIT, pour faute de bonne gouvernance agit significativement, mais d'une façon négative sur la croissance de la CEMAC.

Par sa communication budgétaire en RDC, Nsampang Assas, O., (2017), a parlé de la gestion publique qui est l'émanation de l'émergence de son économie, susceptible d'évoluer vers le développement durable. Dans ce registre, la gestion publique mise en œuvre par cet auteur ne peut que constituer l'une des priorités qui conditionne cette émergence.

A l'inverse de la bonne gouvernance publique, nous avons retenu la thèse de doctorat de Batamba Batenda A. (2015) intitulée « corruption et gouvernance minière en République Démocratique du Congo ». Il est évident que la corruption, qu'elle soit d'origine minière, financière ou autre, demeure l'un des fléaux qui minent l'économie de tout pays, qu'il soit industrialisé ou en développement. En effet, nous ne pouvons passer sous silence le mal profond qui ronge les économies du monde surtout l'économie de la République Démocratique du Congo qui, malgré l'existence de la structure spécifique de lutter contre la corruption à l'échelon de la Présidence de la République, persiste pour annihiler tout effort individuel et collectif voire institutionnel allant dans le sens de l'émergence économique de notre pays.

5. CONCLUSION

Dans cette étude, nous pensons que la gestion publique actuelle, ne peut pas occasionner l'émergence économique de la R D Congo. L'analyse multivariée portant sur les facteurs explicatifs de la variable dépendante (croissance économique), indique le modèle global spécifié car la variabilité totale de la croissance économique est de 84,9% avec une statistique de Fisher très significative.

Quatre variables explicatives sont significatives dans ce modèle au seuil d'erreur de 10%. Il s'agit du Produit Intérieur Brut (PIB), de la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF), de l'Indice de Développement Humain (IDH) et de la dette publique (DP). Ce sont là les variables décisionnelles sur lesquelles le pays devrait agir pour booster son taux de croissance afin d'espérer entrer dans l'émergence.

Partant des résultats obtenus dans cette recherche, nous confirmons notre hypothèse et que si la RD Congo veut faire partir du cercle des pays émergents, elle doit impérativement mettre en place des mesures pour attirer davantage des investissements industriels, améliorer la gouvernance des finances publiques, l'efficacité des investissements, promouvoir une coopération sud-sud pour alléger le poids de la dette.

La RD Congo doit en plus donner une valeur ajoutée aux matières premières destinées à l'exportation dans le souci de créer plus d'emplois, de générer davantage des ressources pour améliorer le bien-être de sa population et rompre ainsi avec la tradition encours qui consiste à exporter des matières premières sans valeur ajoutée et appui sur l'agriculture.

Ce qui nous conduit à formuler les stratégies suivantes : stratégie liée au renforcement des infrastructures industrielles et sanitaires de qualité ; stratégie axée sur la bonne gouvernance publique, l'affermissement du climat des affaires et la lutte acharnée contre la fraude en vue de réduire le taux de pauvreté ; stratégie de lutte contre le chômage et l'amélioration des conditions de travail en vue de l'accroissement de l'emploi des jeunes et l'accès des femmes aux postes de décisions ; stratégie de création des points lumineux de développement (PLD) ou les zones économiques spéciales (ZES) vont développer des investissements pour l'implantation des unités agro – industrielles dans les 145 territoires.

ANNEXES

Annexe n° 1

ANNEXE N° 1 : Analyse statistique et économétrique

PIB : $y = -0,1567x^4 + 4,1956x^3 - 39,089x^2 + 163,84x + 196,58$

FBCF : $y = 0,0031x^3 - 0,133x^2 + 0,5002x + 29,187$

IDH : $y = -0,0001x^3 + 0,0016x^2 - 7E-05x + 0,4292$

TXSCOL : $y = -0,0268x^4 + 0,6351x^3 - 4,9712x^2 + 14,654x - 5,9365$

INFLA : $y = -0,0496x^4 + 1,1683x^3 - 8,8106x^2 + 22,501x - 6,2717$

Année	TXC R %	PIB USD	FBCF %	IDH	IMP OR %	EXP ORT %	TMI %	DET PU %	INF LA %	TXSC OL %	NBEM PLOS %	TXC RD %
2010	9,931	334,04	30,1	0,429	49,636	41,111	83,9	29,48	7,1	4,355	25,622	3,247
2011	2,206	387,1	29,5	0,438	45,683	39,516	81,8	24,44	15,32	8,140	27,232	3,352
2012	9,947	424,78	27,5	0,44	37,549	30,803	79,5	21,26	9,72	8,265	28,903	3,357
2013	-0,712	457,91	30,2	0,446	41,02	36,446	77,4	17,91	0,81	6,934	30,037	3,409
2014	6,717	486,79	31,2	0,455	41,858	36,832	75,3	15,73	1,24	5,816	31,188	3,466
2015	-3,551	497,32	26,3	0,463	31,607	27,726	73,4	16,05	0,74	5,689	32,325	3,389
2016	-10,783	471,32	28,3	0,472	31,969	23,956	71,5	18,79	2,89	6,603	32,548	3,466
2017	-4,383	467,1	24,4	0,475	39,041	35,251	69,5	18,47	4,70	9,049	32,548	3,443
2018	-4,805	557,79	26,2	0,48	37,366	32,554	67,6	14,78	7,3	11,164	33,293	3,273
2019	-0,087	580,72	24,0	0,482	29,367	25,868	65,9	14,85	9,47	11,584	34,316	3,186
2020	1,700	544,84	22,7	0,479	29,887	28,605	64,1	16,67	4,14	7,001	34,688	3,244

Source : Nous-même, sur base des données de la BCC / INS / PNUD

Annexe n° 2 Analyse multivariée

reg txcr pib fbcf idh impor export tmi detpu infla txcro, robust noc
Regression with robust standard errors

Number of obs = 11
F (9,2) = 190.13
Prob. >F = 0.0052
R-squared = 0.8494
Root MSE = 5.6405

txcr	Robust		t P>t	[95% Conf . Intervall]		
	Coef	Std, Err				
nib	6.940003	1.794813	3.87	0.061	-0.782455	1.466246
fbcf	-3.905654	1.250358	-3.12	0.089	-9.285511	1.474202
idh	-1.621.653	472.2296	-3.43	0.075	-3653492	410.1873
impor	2.920703	1.871274	1.56	0.259	-5130741	10.97215
export	-1.721407	1.382869	-1.24	0.339	-7.671414	4.228599
tmi	-8.302841	1.004032	-0.83	0.495	-5.150283	3.489715
detpu	6.390186	1.721229	3.71	0.066	-1.015666	13.79604
infla	-484634	346402	-1.40	0.297	-1.975082	1.005814
txcro	123.3846	47.17133	2.62	0.120	-79.57728	326.3464

Source : Nous-même, sur base des données de la BCC / INS et PNUD

BIBLIOGRAPHIE

1. Assemblée de l'ONU, septembre 2000, Déclaration du Millénaire des Nations Unies, section III, paragraphe 11-18).
2. Batamba Batenda, A. (2015), *Corruption et Gouvernance Minière en RDC*, Université de Kinshasa.
3. Bialès Christian (2000), Analyse personnelle des Scenarios pour sauver l'Euro, in cahier d'économie et de gestion, mars 2000
4. Claudine Tshimanga (2011), Évolution de la Pauvreté en République démocratique du Congo, Conjonctures congolaises. Chroniques et Analyses de la RDC.
5. Kabila Kabange J. (2011), Cinq Chantiers de la République : Vision et Idées Forces pour le Congo Emergent.
6. Lori Hunter (2000), *The Environmental Implications of Population Dynamics* », réf. MR-11-91-WFHF/DLPP/RF.
7. Marcel Barkoni B. (2023), Quelques Considérations sur les Chances de Réussite de la Décentralisation dans la Province du Kwilu de 2015 à nos jours, *in sciences et société, juillet 2023*.
8. Mulenda Lomena Esambo, D. (2017), *Gouvernance verte et Émergence économique en RDC*, thèse de doctorat, Université de Kinshasa.
9. Nsampang Assas, O., (2017), *Communication Budgétaire, Démocratie et Développement, approche Stratégique de la Communication Budgétaire en RDC*, IFASIC, Kinshasa.
10. Nzingoula Gildas Crépin (2015), *Les Déterminants de la Croissance*

*Economique en Zone CEMAC, une
Approche par les Données de Panel,*
Mémoire pour l'obtention du diplôme de

Master 2 Statistique & Économétrie,
Université de Toulouse Capitole.